

DELEGATION PERMANENTE
DE LA CÔTE D'IVOIRE
AUPRES DE L'UNESCO



08 JUN 2026

PERMANENT DELEGATION
OF CÔTE D'IVOIRE
TO UNESCO

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union - Discipline - Travail

N° - 390 /DPU-CI/OF/FBT

Paris, le 08 JUN 2026

Madame la Ministre d'Etat,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, la correspondance référencée CL/4550 du 22 mai 2026, de Monsieur Khaled El-Ehany, Directeur Général de l'UNESCO, relative à la publication de l'avis de vacance pour le poste de Conseiller/Conseillère juridique et de Directeur/Directrice de l'Office des normes internationales et des affaires juridiques.

A cet égard, le Secrétariat invite les candidats à soumettre leur dossier en ligne, à travers le site web dédié de l'UNESCO *Carières*, au plus tard le 25 juin 2026.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre d'Etat, l'assurance de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires a.i.
OUATTARA FOUSSÉNY



Madame la Ministre d'Etat,
Ministre des Affaires Etrangères et
de la Coopération Internationale

B.P. V 109 Abidjan - CÔTE D'IVOIRE

22 mai 2026

Réf : CL/4550

Objet : Conseiller/Conseillère juridique et des affaires juridiques (D-2)
Office des normes internationales et des affaires juridiques (LA)
Paris, France
LA 001

Madame la Ministre, Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que l'avis de vacance pour le poste de Conseiller/Conseillère juridique et Directeur/Directrice de l'Office des normes internationales et des affaires juridiques a été publié.

Le Secrétariat accorde une grande importance à la répartition géographique et à l'équilibre entre les genres au sein de son personnel, en particulier au niveau des postes de direction. Nous encourageons donc tous les candidats qualifiés à postuler.

Dans cette perspective, et afin d'attirer les candidats les plus qualifiés, je compte sur votre coopération pour assurer la diffusion de l'avis de vacance de poste ci-joint auprès des nationaux de votre pays.

Les candidats doivent postuler en ligne, via le site Web dédié de l'UNESCO, Carières, dès que possible et au plus tard le 25 juin 2026. Pour toute demande d'information, veuillez adresser un courriel à staffingteam@unesco.org.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Khaled El-Enany
Directeur général



P.J. : 2

cc : Commissions nationales pour l'UNESCO
Délégations permanentes auprès de l'UNESCO

Aux Ministres chargés des relations avec l'UNESCO



Titre : CONSEILLER/CONSEILLÈRE JURIDIQUE
ET DIRECTEUR/DIRECTRICE, OFFICE DES NORMES
INTERNATIONALES ET DES AFFAIRES JURIDIQUES

Numéro du poste : LA 001
Classe : D-2
Secteur de tutelle : Office des normes internationales et des affaires juridiques (LA)
Lieu d'affectation : Paris (France)
Domaine : Droit
Type de contrat : Engagement de durée définie
Durée du contrat : 2 ans (renouvelable)
Recrutement : Interne et externe
Date limite (minuit, heure de Paris) : 25 juin 2026

Valeurs fondamentales de l'UNESCO : Engagement envers l'Organisation, intégrité, respect de la diversité, professionnalisme.

CADRE ORGANISATIONNEL

L'Office des normes internationales et des affaires juridiques relève directement du Directeur général. Il a pour mission de protéger les intérêts de l'Organisation en concentrant ses efforts selon deux axes principaux : veiller à l'observation des règles, règlements et procédures de l'Organisation ; et poursuivre l'amélioration de la sécurité juridique des activités menées par l'Organisation.

APERÇU DES FONCTIONS DU POSTE

La tâche du/de la Conseiller/Conseillère juridique et Directeur/Directrice de l'Office des normes internationales et des affaires juridiques (LA) est de nature consultative et managériale. Elle exige une analyse approfondie des questions juridiques et la formulation d'avis juridiques faisant autorité, fiables et judicieux, sur des sujets complexes et dans un domaine crucial pour les programmes de l'Organisation, la conduite et l'encadrement du personnel dans différentes unités organisationnelles chargées d'analyser des problèmes administratifs, de fond et de procédure, et d'autres questions complexes d'un intérêt capital pour l'Organisation, ainsi qu'une contribution à la politique globale et aux objectifs de l'Organisation.

Sous l'autorité du Directeur général, le ou la titulaire sera chargé(e) de diriger et de gérer l'ensemble de l'Office. En particulier, le ou la titulaire assurera la direction administrative et l'orientation stratégique de l'Office dans la préparation, la coordination et la supervision des activités ainsi que la gestion relative aux ressources humaines et financières de l'Office.

PRINCIPALES ATTRIBUTIONS ET RESPONSABILITÉS

- Il/elle sera plus précisément chargé(e) :
- de donner un avis sur toutes les questions juridiques découlant des activités de l'Organisation ;
 - de conseiller le Secrétaire sur des questions juridiques relevant des activités statutaires, normatives et réglementaires de l'Organisation ;
 - de donner des avis juridiques à la Conférence générale et au Conseil exécutif de l'UNESCO, à leur demande ;
 - de donner des avis sur l'élaboration, l'adoption et la révision d'instruments normatifs internationaux, ainsi que sur les procédures à mettre en œuvre pour leur application ;
 - de formuler des avis quant à l'application, l'interprétation et la modification de l'Acte constitutif et d'autres textes statutaires et législatifs de l'Organisation ;
 - de diriger la préparation et l'examen de dossiers en vue de représenter l'Organisation lors de procédures devant des tribunaux civils et administratifs et toute autre instance judiciaire ou quasi judiciaire ;
 - de représenter le Directeur général au sein des comités des organes directeurs de l'UNESCO ayant à traiter de questions juridiques ;

- de gérer l'Office des normes internationales et des affaires juridiques et de diriger ses activités, ainsi que sa coopération avec les autres unités de l'Organisation.
- Pour de plus amples informations concernant les programmes spécifiques mentionnés ci-dessus, les candidats peuvent consulter notre site Web (<https://fr.unesco.org/>) et/ou les documents ci-après : 41 C/4 (Stratégie à moyen terme de l'UNESCO pour 2022-2029) et 43 C/6 (Projet de programme et budget de l'UNESCO pour la période quadriennale 2026-2029).

COMPÉTENCES (Fondamentales/Managériales)

Création de partenariats (M)
Conduite et gestion du changement (M)
Développement d'une réflexion stratégique (M)
Aptitude à prendre les bonnes décisions (M)
Gestion de la performance (M)
Direction et autonomisation des collègues (M)

Communication (F)
Responsabilité (F)
Innovation (F)
Partage des connaissances et volonté constante d'amélioration (F)
Planification et organisation (F)
Culture du résultat (F)
Travail en équipe (F)
Professionnalisme (F)

Pour en savoir plus, merci de consulter le Référentiel des compétences de l'UNESCO.

QUALIFICATIONS REQUISES

Formation

- Diplôme universitaire supérieur (master ou équivalent) en droit, avec une spécialisation en droit public international.

Expérience professionnelle

- Au moins quinze (15) années d'expérience professionnelle pertinente à des niveaux de responsabilité croissants dans le domaine juridique au niveau national et/ou au sein d'une organisation du système des Nations Unies.
- Vaste expérience professionnelle acquise à des postes de direction/responsabilité.
- Expérience avérée en matière de conseils juridiques faisant autorité sur des questions complexes et variées en rapport avec le droit national et international.
- Expérience avérée de la direction d'équipes diversifiées et de la gestion de la transformation organisationnelle.

Aptitudes/Compétences

- Connaissance du mandat, de la vision, de l'orientation stratégique et des priorités de l'Organisation et adhésion à ceux-ci.
- Connaissance approfondie des pratiques et procédures juridiques dans les organisations internationales.
- Aptitude au leadership, grand sens de l'objectivité, solides compétences analytiques, intégrité professionnelle et diplomatique.
- Solide connaissance des pratiques et techniques de gestion générale.
- Aptitude à exercer une autorité intellectuelle ainsi qu'à fournir et gérer des services de conseil.
- Excellentes compétences analytiques et rédactionnelles et aptitude à produire des rapports et notes d'information de haut niveau à l'intention des hauts responsables et des organes directeurs.
- Aptitude démontrée à la planification stratégique et à la gestion.
- Aptitude confirmée à piloter des processus de changement à des postes de haut rang au sein de grandes institutions à vocation nationale ou internationale.
- Excellent sens des relations humaines, y compris aptitude à gérer les relations à tous les échelons de l'Organisation, ainsi qu'à favoriser la collaboration au sein d'environnements diversifiés et multiculturels.
- Excellente aptitude à communiquer et présenter des exposés et aptitude manifeste à assurer des fonctions de représentation.

Langues

- Excellente connaissance de l'une des langues de travail (anglais ou français) de l'Organisation, excellente aptitude à la rédaction dans cette langue, et capacité de travailler dans l'autre langue.

QUALIFICATIONS SOUHAITABLES

Formation

- Autres diplômes ou formations de courte ou moyenne durée dans des disciplines pertinentes pour le poste.

Expérience professionnelle

- Expérience avérée de la gestion à l'échelle internationale.
- Expérience de la conduite de négociations complexes avec diplomatie et tact.
- Une expérience du travail dans le cadre du système des Nations Unies et/ou au sein d'une institution spécialisée ou d'autres organismes internationaux serait un atout.

Attitudes/Compétences

- Compréhension et connaissance des objectifs stratégiques de l'UNESCO, ainsi que des processus plus larges à l'échelle du système des Nations Unies.
- Aptitude à dialoguer avec un large éventail de partenaires de rang élevé et expérience confirmée de l'établissement de partenariats.

Langues

- Connaissance d'autres langues officielles du système des Nations Unies (arabe, chinois, espagnol ou russe).

SALAIRES ET INDEMNITÉS

Les traitements de l'UNESCO se composent d'un traitement de base et d'autres prestations pouvant inclure, le cas échéant : un congé annuel de 30 jours ouvrables, une allocation pour charges de famille, une assurance médicale, un régime de retraite, etc.

Le traitement annuel, de départ pour ce poste est de l'ordre de 204 457 dollars des Etats-Unis.

Pour des informations complètes sur les salaires et les indemnités, veuillez consulter notre Guide concernant les prestations dues au personnel.

PROCESSUS DE SÉLECTION ET DE RECRUTEMENT

Veuillez noter que tous les candidats doivent remplir une demande en ligne et fournir des informations complètes et exactes avant la date limite susmentionnée.

Pour postuler, veuillez visiter le site Web de l'UNESCO Carières. Aucune modification ne peut être apportée à la candidature une fois soumise.

Le processus peut inclure des entretiens vidéo préenregistrés et/ou des évaluations écrites, des entretiens avec un panel ainsi qu'une vérification des références. Les candidats peuvent être invités à fournir des informations supplémentaires en rapport avec les qualifications requises pour le poste.

Veuillez noter que tous les candidats, sélectionnés ou non, seront informés en temps utile de la suite donnée à leur candidature.

Les candidats présélectionnés peuvent être intégrés dans les réservoirs de talents, sous réserve de leur accord (déclaration de confidentialité des données).

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- L'UNESCO rappelle que la considération dominante dans le recrutement du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité.
- L'UNESCO applique une politique de tolérance zéro à l'égard de toute forme de harcèlement.
- L'UNESCO s'est engagée à atteindre et à maintenir une répartition géographique équitable et diversifiée, ainsi que la parité des genres parmi les membres de son personnel dans toutes les catégories et à tous les niveaux. En outre, l'UNESCO est résolue à atteindre une diversité de personnel sur le plan du genre, de la nationalité et de la culture. Les candidatures de ressortissants d'Etats membres non et sous-représentés (veuillez cliquer ici pour la dernière mise à jour) sont particulièrement bienvenues et vivement encouragées.
- Les personnes issues de groupes minoritaires et de groupes autochtones, ainsi que les personnes handicapées, sont également encouragées à postuler.
- Toutes les candidatures seront traitées avec la plus grande confidentialité.
- Une mobilité mondiale est requise pour les membres du personnel nommés sur des postes internationaux.
- Si votre candidature est retenue pour un entretien, vous devrez fournir à l'avance une copie scannée du ou des grades/diplômes/certificats requis pour ce poste. L'UNESCO ne prend en considération que les qualifications de

- L'enseignement supérieur délivré par un établissement accrédité/reconnu par la Base de données mondiale sur l'enseignement supérieur (WHED), une liste mise à jour par l'Association internationale des universités (AIU) et l'UNESCO. Cette liste peut être consultée à l'adresse suivante : <https://www.whed.net>.
- L'âge statutaire de départ à la retraite à l'UNESCO est fixé à 65 ans.
- Tout engagement à l'UNESCO est soumis à l'obtention d'un certificat d'aptitude médicale. En outre, la délivrance d'un visa par le pays d'affectation, qui sera facilitée par l'Organisation, est requise pour les postes internationaux du cadre organique.
- L'UNESCO ne prend de frais à aucune étape du recrutement.

**REPRÉSENTATION DES ÉTATS MEMBRES
DANS LES POSTES SOUMIS À LA RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE**

AU 30 AVRIL 2026

Représentation supérieure à la normale	Représentation normale	Représentation inférieure à la normale	Représentation nulle
Afrique du Sud	Afghanistan	Andorre	Antigua-et-Barbuda
Algérie	Allemagne	Angola	Albanie
Argentine	Autriche	Arabie saoudite	Bahamas
Australie	Azerbaïdjan	Arménie	Bahreïn
Belgique	Bénin	Bangladesh	Bélarus
Béroun	Bolivie (État plurinational de)	Barbade	Bhoutan
Canada	Bosnie-Herzégovine	Botswana	Brunéï Darussalam
Colombie	Bresil	Cabo Verde	Émirats arabes unis
Espagne	Burkina Faso	Chine	Guatemala
Ethiopie	Burundi	Cyprus	Guinée-Bissau
France	Cambodge	Comores	Guinée équatoriale
Grèce	Chili	Croatie	Guyana
Kenya	Congo	Djibouti	Iles Marshall
Liban	Côte d'Ivoire	Dominique	Iles Salomon
Maroc	Cuba	Erythrée	Islande
Mexique	Danemark	États-Unis d'Amérique	Kiribati
Népal	Égypte	Éswatini	Koweït
République démocratique du Congo	Équateur	Fidji	Lettonie
Royaume-Uni	El Salvador	Fédération de Russie	Maldives
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Estonie	Grenade	Malte
Sénégal	État de Palestine	Hongrie	Micronésie (États fédérés de)
Tunisie	Finlande	Iles Cook	Monaco
Turkiye	Gabon	Iraq	Nauru
Ukraine	Gambie	Irlande	Nioug
	Géorgie	Lesotho	Oman
	Ghana	Libéria	Palas
	Guinée	Libye	Panama
	Haiti	Macédoine du Nord	Qatar
	Honduras	Malawi	République centrafricaine
	Inde	Monténégro	République dominicaine
	Indonésie	Mozambique	Saint-Martin
	Iran (République islamique d')	Myanmar	Saint-Vincent-et-les Grenadines
	Jamaïque	Namibie	Samoa
	Japon	Papouasie-Nouvelle- Guinée	Soudan du Sud
	Jordanie	Pérou	Suriname
	Kazakhstan	République populaire démocratique de Corée	Timor-Leste
	Kirghizistan	République de Corée	Tonga
	Lituanie	Sao Tomé-et-Principe	Tuvalu
	Luxembourg	Seychelles	Vanuatu
	Madagascar	Slovénie	
	Malaïsie	Tadjikistan	
	Mali	Tchad	
	Maurice	Tchéquie	
	Mauritanie	Thaïlande	
		Trinité-et-Tobago	
		Turkménistan	

Représentation supérieure à la normale	Représentation normale	Représentation inférieure à la normale	Représentation nulle
Mongolie			
Nicaragua			
Niger			
Nigéria			
Norvège			
Nouvelle-Zélande			
Ouganda			
Ouzbékistan			
Pakistan			
Paraguay			
Pays-Bas (Royaume des)			
Philippines			
Pologne			
Portugal			
République arabe syrienne			
République de Corée			
République de Moldova			
République démocratique populaire lao			
République-Unie de Tanzanie			
Roumanie			
Rwanda			
Sainte-Lucie			
Saint-Kitts-et-Nevis			
Serbie			
Sierra Leone			
Singapour			
Slovenie			
Somalie			
Soudan			
Sri Lanka			
Suède			
Suisse			
Togo			
Uruguay			
Venezuela (République bolivarienne du)			
Viet Nam			
Yémen			
Zambie			
Zimbabwe			